

L'invité de DP

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **25 (1988)**

Heft 927

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Euphorie européenne

A en croire les sondages, les Suisses romands seraient en majorité favorables à une adhésion de la Suisse à la Communauté européenne. Les Suisses allemands seraient nettement plus réticents. On ne précise pas quand cette adhésion devrait avoir lieu, ni dans quelles conditions.

Dans les milieux politiques, la plus grande réserve est de mise. Seul le parti socialiste manifeste clairement son intérêt grandissant pour l'intégration, sans trop préciser la date ni la forme.

Réflexes de minoritaires

Ces clivages ne doivent rien à des analyses du contenu de l'Acte unique européen, ni à une connaissance des forces actuellement à l'œuvre à Bruxelles. Moins encore à une vision claire de la place qu'occuperait la Suisse dans la Communauté. Ils révèlent plutôt un penchant irrationnel de minoritaires souffrant de l'être, et séduits par la perspective d'une «solution européenne» à leur souffrance.

Les Romands sont minoritaires au sein de la Confédération. Cela les contraint à devoir constamment rappeler leur existence dans les cénacles fédéraux de Berne, de Bâle ou de Zurich. Situation pénible, maintes fois illustrée, et constamment aggravée par les processus de concentration en cours dans le domaine économique comme dans le domaine politique. Nos autonomies cantonales semblent se vider inexorablement de leur substance. Il nous arrive parfois de nous sentir enfermés dans un destin de minoritaires à perpétuité. Pour échapper à ce destin, l'intégration européenne offre l'agréable perspective d'une participation au bloc francophone, voire, mieux encore, au bloc latin. Pour les socialistes, le réflexe est semblable, même si la Constitution fédérale ne condamne pas le parti

socialiste à rester minoritaire. Nous savons que, pour longtemps, la gauche restera largement en-dessous des 50%. Or, dans l'Europe des Douze, la gauche est forte! Elle gouverne à Madrid et à Paris. Elle peut légitimement aspirer à retrouver le pouvoir à Londres, à Bonn ou à Lisbonne. A terme, un gouvernement des Etats-Unis d'Europe pourrait être socialiste. L'espoir, pour les socialistes suisses, d'être un jour dans la majorité!

Ces espoirs de Romands et de socialistes ne sont pas méprisables. Malheureusement, ils prennent une forme un peu trop euphorique. L'«eurooptimisme» béat, qui consiste à s'inventer un avenir radieux dans le cadre de la CEE, motive d'irresponsables fuites en avant. Devant les conflits liés aux limites du territoire, quoi de plus tentant que de spéculer sur de futures «solutions européennes»? C'est ainsi qu'une partie de la gauche genevoise s'apprête à sacrifier la zone agricole cantonale, pour «résoudre la crise du logement», autrement dit pour trouver sur territoire français l'espace nécessaire à la poursuite de la croissance de Genève.

L'Europe est d'abord économique

Or la CEE, ce n'est pas seulement la suppression des passeports ou la liberté d'aller s'établir où l'on veut. Ce qui est en train de se créer à Bruxelles n'est pas une amicale des peuples d'Europe, mais une grande puissance technocratique. Sa priorité est d'ordre économique. Le grand marché unifié accentuera mécaniquement les processus de concentration et de spécialisation régionale: l'industrie sur les grands axes de transport, le tourisme au bord de la mer et sur les montagnes, l'agriculture dans les plaines fertiles, etc. En y entrant, la Suisse ne devrait pas seulement sacrifier sa neutralité, son fédéralisme et sa démocratie directe.

Elle devrait surtout se résigner au dépérissement de son agriculture et de son industrie, pour devenir une monoculture tertiaire dominée par la banque et l'assurance.

On peut être gêné par la position du Vorort et du Conseil fédéral, qui veulent adapter la Suisse au Marché commun sans y adhérer formellement, de manière à accéder au grand marché sans être soumis au contrôle de Bruxelles. C'est très vilain, naturellement. C'est vouloir, comme toujours, le beurre et l'argent du beurre. Mais on peut être contre l'adhésion pour d'autres motifs que le Vorort. Aujourd'hui, en tout cas, une adhésion nous priverait des moyens démocratiques de résister au rouleau compresseur de la Communauté européenne.

La vraie Europe reste à faire

L'Europe réelle, celle des peuples, des diversités, des cultures et des minorités, a intérêt à tout ce qui empêche l'homogénéisation du continent. Pour cela, il vaut mieux que la Suisse reste hors de la Communauté. Ce serait aussi une manière de rappeler que l'Europe est plus vaste que les Douze. Les contre-pouvoirs à la technocratie de Bruxelles ne pourraient-ils pas prendre forme dans une association politique de la Suisse avec l'Autriche et la Suède, et plus tard, pourquoi pas, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie ou la Pologne, voire les Pays-Baltes? Ceux-ci ne sont ni plus ni moins européens que les Français ou les Allemands. L'élargissement de la CEE n'est plus nécessaire pour empêcher un conflit armé entre Etats d'Europe occidentale. La «construction européenne» que prétend promouvoir l'Acte unique est plutôt un aplatissement et un rétrécissement de l'Europe. La preuve du besoin, décidément, n'est pas fournie.

Laurent Rebeaud

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Laurent Rebeaud est conseiller national écologiste.

Les sous-titres sont de la rédaction.